

[36e congrès] Le Congrès de la Transition

Corte, capitale historique du massif de Corse, a accueilli cette année le 36e congrès de l'ANEM. Plus de 300 élus, issus de tous les autres massifs métropolitains et d'outre-mer, se sont réunis pendant deux jours pour débattre sur des problématiques essentielles en présence de Joël GIRAUD, Secrétaire d'État chargé de la Ruralité, Cédric O, Secrétaire d'État chargé du Numérique, et Jean-Baptiste LEMOYNE, Secrétaire d'État chargé du Tourisme ont également participé aux échanges en visioconférence.

Au programme des tables rondes de cette édition : la transition numérique, impact environnemental, énergétique et sociétal, l'adaptation aux changements climatiques et à la transition écologique, le nouveau cadre financier européen et les perspectives pour la montagne.

Lors du débat consacré à l'adaptation aux changements climatiques et à la transition écologique, les différents acteurs de la montagne, qu'il s'agisse des élus, des agents de l'économie locale ou des citoyens se sont montrés volontaristes. Les efforts combinés de chacun permettront aux territoires d'affronter les défis de demain par une adaptation des politiques publiques.

Pendant les échanges consacrés au numérique, Annie GENEVARD, en tant que grand témoin, a proposé le lancement de deux initiatives en 5G à Pontarlier, dans le Doubs, territoire de moyenne montagne et, en Isère, sur la station de sport d'hiver de l'Alpe d'Huez. Orange s'est dit prêt à s'engager sur ces deux sites et le secrétaire d'État au numérique Cédric O, a donné son appui à cet engagement prometteur. Dans ces conditions l'ANEM est prête à accompagner les deux communes dans un partenariat sur la 5G avec Orange parce que la montagne ne veut pas rester à l'écart des technologies porteuses d'avenir.

Enfin, pendant les échanges consacrés au cadre financier européen, Joël GIRAUD, secrétaire d'État chargé de la ruralité, Jeanine DUBIE, nouvelle présidente de l'ANEM, et les différents intervenants, ont souligné le lien entre les politiques communautaires, la politique nationale de la montagne ainsi que les enjeux de la cogestion dans le nouveau cadre financier. Il en ressort que la montagne doit pouvoir faire entendre sa voix dans la négociation en cours.

Le Premier ministre a clôturé les travaux en adressant un message vidéo aux élus de la montagne en les assurant que le plan de relance sera adapté à leur territoire et que l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires sera le maître d'œuvre du programme montagne.